

Si vous comparez les courbes du chômage dans cette région avec celles des autres régions du Canada ou de tout le Canada; si vous examinez les tableaux comparatifs des salaires; si vous comparez les taux horaires de la construction avec ceux des autres régions industrielles; si vous examinez les salaires horaires moyens dans le domaine de l'industrie; si vous examinez les revenus nets des exploitants agricoles, le chiffre des impôts, et quoi encore, vous verrez que c'est toujours la même chose. Cette région a souffert de marasme. Elle a été dans une situation critique. Il est temps qu'on s'en occupe et qu'on prenne les mesures qui s'imposent.

Le député de Gloucester a, dans son discours, laissé entendre, semble-t-il, que le domaine où peut s'exercer l'activité de cet office est illimité. C'est, du moins, ce que j'ai compris. Encore là, nous ne sommes pas d'accord avec cette vue. Il est vrai qu'un tel office et le gouvernement fédéral devraient, selon nous, accomplir bien des choses dans cette région, mais chose certaine, ce domaine n'est pas illimité. Les provinces atlantiques sont en butte à bien des problèmes. Le gouvernement actuel et l'ancien gouvernement ne peuvent être tenus responsables de tout et nous ne pouvons nous attendre à ce qu'ils règlent tous les problèmes. Je crois que ce dont ils sont surtout responsables, ce n'est pas d'avoir suscité des problèmes, mais d'avoir refusé d'y faire face. En d'autres termes, ils ne méritent pas tant d'être critiqués parce que ces problèmes existent, mais bien parce qu'ils n'ont pas essayé de les résoudre de façon efficace.

Je ne pense donc pas qu'il faille s'attendre à voir le gouvernement fédéral résoudre tous nos problèmes par l'entremise de l'Office d'expansion économique de la région atlantique ni par celle de tout autre organisme. Même si c'était possible, je ne crois pas que ce serait souhaitable. Nous avons notre fierté. Il y a certaines choses que nous voulons accomplir nous-mêmes, et malgré les difficultés que nous avons rencontrées en ces dernières années, nous n'avons jamais cessé d'essayer de nous tirer nous-mêmes du pétrin. Inutile de donner des preuves. Je n'ai pas à réfuter l'allégation voulant que nos gens soient défaitistes, qu'ils soient pessimistes, qu'ils refusent de travailler pour vivre au crochet du gouvernement fédéral. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de ces provinces, de constater quels efforts ces gens ont accomplis dans le domaine de l'activité coopérative, dans celui des caisses populaires, et de constater ce que les agriculteurs et les pêcheurs ont fait afin de mettre leurs produits sur le marché. On cite des exemples de courage, et, dans

[M. MacInnis.]

certaines parties de la région, des exemples de gens qui tentent vraiment l'impossible.

Mais ce dont il faut surtout tenir compte, c'est qu'on ne saurait s'attendre à ce que nous puissions résoudre tous nos problèmes par nous-mêmes. C'est là un fait établi scientifiquement, par divers organismes et groupements de notre région et d'autres parties du pays, et c'est pourquoi nous nous attendons à bénéficier de cette aide que, nous l'espérons, l'Office d'expansion économique de la région atlantique nous assurera.

L'une de nos principales préoccupations et de nos principales craintes, en ce qui concerne cet Office—et nous examinerons le bill quand nous en serons saisis—c'est que ce sera tout simplement un autre organisme chargé de procéder à des études; en somme, tout simplement une autre commission royale. Nous avons pas mal d'expérience dans la région atlantique et partout au Canada en matière de commissions royales, et nous savons qu'elles ont leur rôle à jouer. Nombre d'entre elles ont rendu de précieux services au pays. Mais nous sommes particulièrement bien renseignés à propos de la Commission Rowell-Sirois, en ce qui concerne certains de nos problèmes, et en ce qui concerne ce qui s'est passé ces dernières années. Le gouvernement actuel, qui nous dit que la Nouvelle-Écosse n'a jamais eu d'ami tel que le premier ministre...

Des voix: Bravo!

M. MacInnis: ...ce gouvernement qui nous dit que les tories ont fait plus pour nous que quiconque...

Des voix: Bravo!

M. MacInnis: Vous faites bien de vous applaudir, car nul autre ne le fera. Le gouvernement actuel a rejeté les recommandations de cette commission royale et a récemment modifié la formule, pour laquelle nous pouvons accorder un certain mérite à l'ancien gouvernement libéral, de la péréquation et de la rationalisation, dans nos accords sur la location et le partage des pouvoirs fiscaux d'un bout à l'autre du pays. Il s'ensuit que l'aide qui nous est assurée aujourd'hui dans cette région, aux termes de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, n'est plus fondée sur le rendement des deux provinces les plus riches, mais plutôt sur une moyenne nationale.

J'ai posé au ministre des Finances une question à ce propos l'autre soir, et il l'a très rapidement esquivée pour me dire à quel point il est étrange que, bien que venant de la Nouvelle-Écosse, je ne sois pas disposé à reconnaître que l'arrangement actuel est le meilleur que nous ayons jamais eu. Je préfère accepter ce que je considérerais comme